

INCLUSION FINANCIÈRE

Pas de papiers, pas de compte:
l'exclusion financière n'épargne
pas la Suisse 4

Transmission de compétences:
l'inclusion passe par l'éducation
financière 9

Paiements mobiles: M-Pesa a
révolutionné la vie quotidienne
au Kenya 14

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur
moneta.ch

#2 2023



SOMMAIRE

INCLUSION FINANCIÈRE

- 4 L'argent à fleur de peau
- 7 Comptes et crédits pour personnes non bancarisées
- 9 Accéder aux services ne suffit pas
 - 11 En Suisse, « micro » veut déjà dire quelques milliers de francs
 - 12 Avancer à l'aveugle dans les chiffres
- 14 Un système de paiement mobile qui facilite la vie

LES PAGES DE LA BAS

- 16 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

- 24 Nahom Mehret: «Pour un-e Érythréen-ne, contracter une dette revient à tout risquer»

Le privilège de l'inclusion



Jeudi, 11 h 27. À la caisse en libre-service, je viens de scanner les deux ou trois choses qui manquaient pour mon repas. Si tout va bien, celui-ci sera prêt d'ici une demi-heure. J'ai péché par optimisme en planifiant ma matinée et me voilà en retard. Je dois donc me dépêcher de payer et de rentrer à la maison.

« Carte refusée », m'annonce, moqueur, le terminal de paiement quand j'y colle ma carte de débit. Comment ça ? Le solde est pourtant suffisant sur le compte. Deuxième tentative, et de nouveau « carte refusée » ! Impossible. Serait-elle défectueuse ? Moment de solitude, comme toujours dans ce genre de situation. Allez, il me suffit d'utiliser Twint. Je dégaine mon téléphone mobile, ouvre l'application... et dois me rendre à l'évidence : ça ne fonctionnera pas non plus. Il reste trop peu d'argent et un virement prend trois jours. Le cœur battant, je m'en remets finalement à ma carte de crédit. L'écran affiche « traitement en cours », puis enfin « paiement accepté ».

Je respire, remplis mon cabas et m'en vais. De nouveau détendu et, d'un certain point de vue, totalement privilégié, comme me l'a montré la préparation de ce numéro de *moneta* : j'ai des comptes dans différentes banques, une carte de crédit et plusieurs de débit, Twint et encore PayPal. Je sais comment fonctionnent les services financiers qui me sont utiles, ils sont à ma disposition et je m'en sers. Et quand un moyen de paiement pose problème, j'ai d'autres solutions. Aucune raison de me soucier sérieusement de mon bien-être.

Je suis donc très loin de ressentir la même chose que les 1,4 milliard de personnes dans le monde que l'on considère comme « sous- » ou « non-bancarisées ». Elles n'ont ni compte ni assurance et ne peuvent obtenir de crédit, alors que tout cela leur simplifierait grandement la vie : de telles prestations pourraient contribuer à les rendre plus autonomes et résistantes, voire à les faire sortir de la pauvreté. Beaucoup vivent dans le Sud et certaines se trouvent ici, parmi nous. C'est d'elles qu'il est question dans la présente édition de *moneta*, et notamment de qui fait quoi pour faciliter l'accès à tous ces services financiers que j'utilise avec autant de naturel.

Ces engagements, la communauté internationale les regroupe sous le terme d'« inclusion financière ». Les pages suivantes vous révéleront le rôle qu'elle peut jouer. Nous vous y narrons des histoires qui finissent bien, montrent où l'on peut faire des progrès et – surtout – donnent la parole à des personnes qui ont fait l'expérience de ce dont nous parlons.

Simon Rindlisbacher, corédacteur en chef

moneta #2-2023

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (*kw*) et Simon Rindlisbacher (*sr*)

Rédaction Esther Banz (*eb*), Roland Fischer (*rf*), Scarlett Palmeri (*sp*), Katrin Wohlwend (*kwo*)

Rédaction en ligne Scarlett Palmeri

Traduction Sylvain Pichon, Dominique Roten

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Zurich

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8350 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Si vous êtes client-e de la BAS et que vous déménagez, veuillez nous communiquer votre nouvelle adresse via le système e-banking ou par téléphone.

Magazine en ligne : retrouvez les articles phares de moneta sur moneta.ch.

moneta



Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la lettre d'information de moneta : moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter

Une ville plus verte grâce à la planification participative

Pour atténuer les conséquences des changements climatiques et de la perte de biodiversité, il faut végétaliser davantage les villes. Mais comment verdifier une cité densément construite? L'architecte Wolfgang Rossbauer jure par la force du collectif! Avec d'autres spécialistes et en collaboration avec l'association umverkehR (cousine alémanique d'actif-trafiC), il a lancé un projet de planification participative, ou «crowdplanning»: urbanistes, architectes paysagistes et planificateurs-trices des transports sont invité-e-s à soumettre des propositions pour verdifier Zurich. Dans les faits, l'objectif est de déterminer des rues et places où il serait utile et possible d'ajouter des arbres et de la végétation. Pour faciliter la tâche des spécialistes impliqué-e-s, le groupe d'initiative a élaboré différentes bases de planification disponibles gratuitement. On examinera les propositions recueillies sous les angles de la faisabilité technique et de la qualité urbanistique. Ensuite, on les publiera et les remettra à la municipalité pour concrétisation. En ce moment, umverkehR promène aussi une «allée d'arbres itinérante» dans la métropole alémanique: entre mai et novembre, elle installe des arbres plantés dans de grands bacs mobiles en différents endroits, où ils apportent un supplément éphémère de verdure. (kw)

www.umverkehr.ch

Les énergies renouvelables menaceraient-elles la forêt?

La loi fédérale sur les forêts stipule que l'aire forestière ne doit pas être diminuée (lire aussi à ce sujet moneta 1-2023 «Bois et forêt») et que tout défrichage doit être compensé par un reboisement dans la même région. Cela se fait le plus souvent sur des terres agricoles. Une nouvelle étude de l'EPF Zurich et de l'Université de Berne parvient à la conclusion que les mécanismes de contrôle semblent bien fonctionner: malgré la pression que subit la forêt sur le Plateau, la surface boisée demeure dans l'ensemble stable. Dans les régions alpines, elle est même en augmentation. La situation pourrait toutefois se détériorer avec l'expansion planifiée des énergies renouvelables: les éoliennes, panneaux photovoltaïques, routes d'accès et lignes à haute tension ont besoin de place, ce qui nécessitera d'intensifier les défrichements. Or, comme l'a expliqué David Troxler, auteur de l'étude, à la radio et télévision suisse alémanique SRF, il devient de plus en plus difficile de trouver ce que l'on appelle des «compensations en nature» où contrebalancer les surfaces défrichées. Selon l'agroéconomiste, le risque existe donc qu'à l'avenir, on invoque de plus en plus souvent les dérogations possibles pour éviter de reboiser. Dès lors, que faire pour que la forêt ne pâtisse pas du développement des énergies vertes? M. Troxler estime qu'une planification prévisionnelle peut constituer une solution. L'expert propose que les autorités déterminent à l'avance des surfaces de compensation en nature, par exemple en créant des groupes interrégionaux (ou «pools») de surfaces dans les cantons, afin de pouvoir reboiser rapidement et sans tracas administratifs si nécessaire. (kw)

Des zones d'ombre

Le colonialisme a profondément changé le monde en y propageant de fortes inégalités. Le grand public ignore largement à quel point la Suisse – pays pourtant sans colonie – a tiré profit de ce système esclavagiste. L'exposition «Blinde Flecken - Zürich und der Kolonialismus» («Zones d'ombre: Zurich et le colonialisme») y remédie, s'intéressant aux nombreuses implications de la métropole lacustre et de son économie. On découvre par exemple comment la ville et certaines de ses entreprises ont participé à l'esclavage et au commerce triangulaire. Comment l'Université de Zurich a mené des recherches et donné un enseignement raciste. Comment l'industrie locale du chocolat a profité (et profite encore) de conditions de travail abusives en Afrique de l'Ouest. L'exposition présente clairement la façon dont l'héritage colonial se perpétue jusqu'à présent, que ce soit avec des structures économiques et commerciales néocoloniales ou des préjugés et discriminations raciales, que des personnes de couleur continuent à subir au quotidien dans notre pays. (kw)

«Blinde Flecken – Zürich und der Kolonialismus», à voir à l'Hôtel de Ville de Zurich jusqu'au 15 juillet 2023.

Pour en savoir plus sur le sujet

Des révélations et débats sur le colonialisme et ses protagonistes locaux surgissent régulièrement aussi en Suisse romande. Ainsi, au Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel, l'exposition permanente «Mouvements» s'interroge sur la participation de Neuchâtelois-e-s à l'entreprise coloniale et à l'esclavage.

www.mahn.ch/fr/expositions/mouvements



moneta est un magazine publié par la Banque Alternative Suisse (BAS) et préparé par une rédaction indépendante.

Les articles de moneta ne reflètent pas forcément la position de la BAS, sauf dans les «pages de la BAS» ou dans les commentaires spécifiquement désignés comme tels.

L'argent à fleur de peau

Le service universel en matière de trafic des paiements devrait être garanti dans toute la Suisse. Or, près d'un pour cent de la population ne peut accéder aux droits et prestations de base que proposent les banques et la Poste.

Texte : Esther Banz

«Tous les groupes de population doivent pouvoir accéder de manière appropriée aux services de versement, paiement et virement dans toutes les régions du pays»: cela figure noir sur blanc sur une page web de la Confédération. Le «service universel en matière de services de paiement est une offre obligatoire. Elle comprend l'ouverture et la gestion d'un compte pour le trafic des paiements, le virement du propre compte sur le compte de tiers, le versement et le retrait d'espèces sur propre compte. Sans oublier, bien sûr, la possibilité de virer des espèces sur le compte de tiers. Autant de services que l'on doit pouvoir effectuer en Suisse dans un lieu accessible en trente minutes à pied ou par les transports publics. La Confédération a confié ce mandat de service universel à la Poste, plus précisément à sa filiale PostFinance, et vérifie chaque année sa bonne exécution. Elle s'assure par exemple que l'accès aux prestations électroniques de PostFinance soit garanti à tout le monde, y compris aux personnes avec handicap.

Mais en matière de service universel, l'affirmation «tout le monde» ne va pas forcément de soi. Certaines exceptions ne sont pas formellement mentionnées dans la description dudit service. Ainsi, un pour cent environ de la population suisse est privé de compte. Les enfants sont aussi concernés.

Plus de 76 000 personnes sans papiers valables

Monica Gonzales fait partie de ces adultes qui, dans notre pays, travaillent dur et gagnent de l'argent sans pouvoir le verser sur un compte postal ou bancaire. Impossible d'en ouvrir un. Et mieux vaut cacher son nom quand on n'a pas l'autorisation de vivre en Suisse. Un jour d'avril, cette femme à l'élocution rapide et précise est venue à la permanence pour les sans-papiers SPAZ, dans le bâtiment de la coopérative Kalkbreite à Zurich. Elle avait dû annuler un premier rendez-vous à la suite d'un changement de la dernière minute par son employeuse. Mme Gonzales ne peut pas se permettre de lui dire non. Comme la plupart des femmes sans-papiers d'Amérique latine, elle fait le ménage et garde des enfants. Combien sont-elles dans son cas? On l'ignore, et pour cause! Dans un rapport de 2018, la Confédération estime à environ 76 000 le nombre de sans-papiers résidant en Suisse; les organisations spécialisées avancent un chiffre bien plus élevé. Autant de personnes qui travaillent ici, parfois depuis longtemps, mais doivent se

cache et n'ont guère d'espoir de voir leur statut régularisé dans un avenir proche. Alors que l'on a besoin d'elles et qu'elles contribuent à la prospérité du pays.

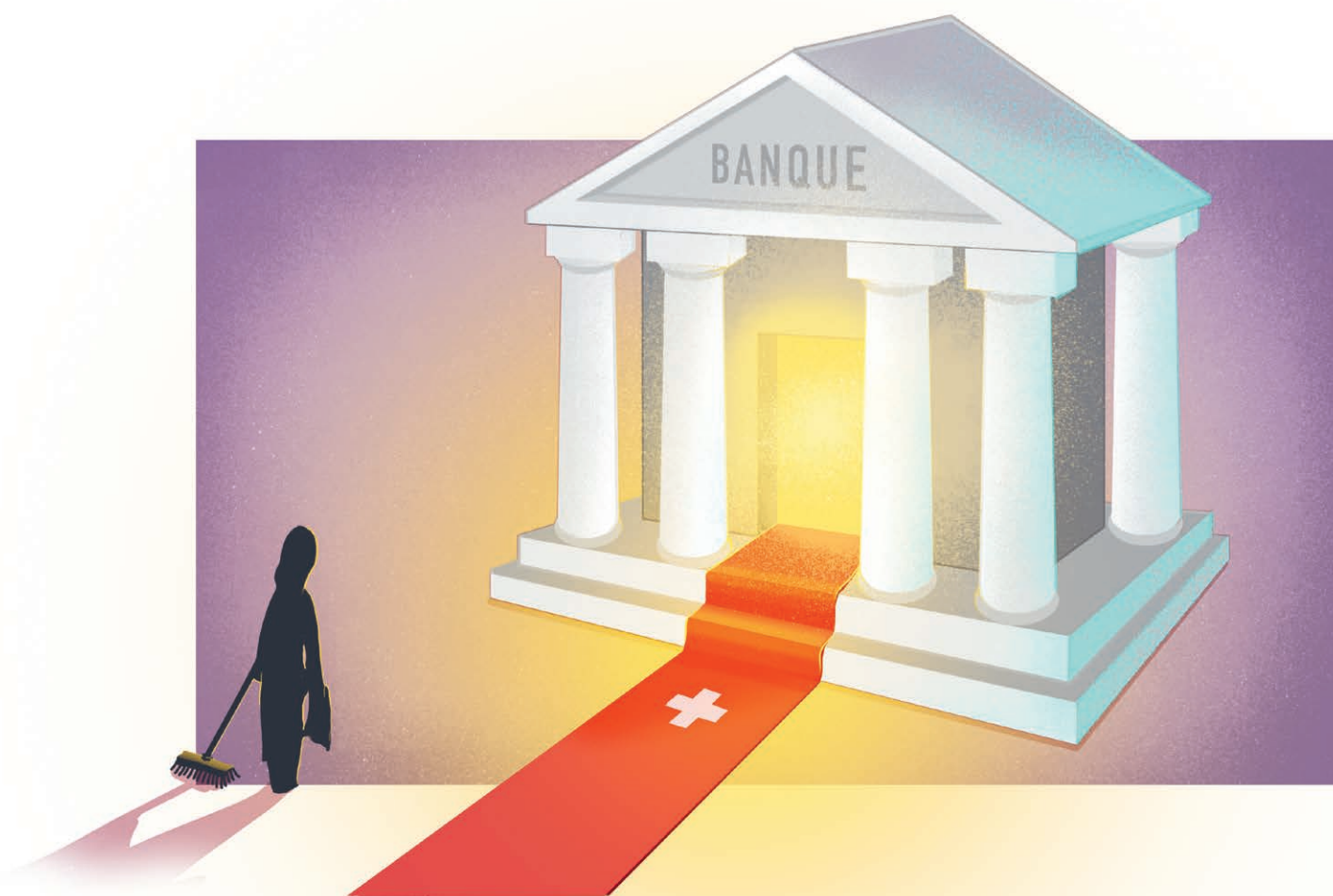
Pas de papiers, pas de compte en banque

Monica Gonzales est arrivée en Suisse peu avant la pandémie de coronavirus. Hébergée par les gens pour qui elle travaillait, elle n'a jamais vu son salaire, car Mme Gonzales faisait virer l'argent directement à sa famille, dans son pays d'origine. Bien que totalement dépendante et comme sous tutelle, alors qu'elle était adulte, Mme Gonzales se satisfaisait de cette situation: «J'avais une chambre et à manger, je sortais peu, mes employeurs m'ont familiarisée avec le pays et expliqué comment les choses fonctionnent. J'étais également heureuse d'avoir de l'eau potable et de la lumière quand on en avait besoin. J'étais en de bonnes mains.» Ses employeurs l'ont d'ailleurs bel et bien payée.

La relation professionnelle a pris fin au bout d'une année. Monica Gonzales a dû trouver une autre place et un autre logement. À ce moment seulement, elle a vraiment réalisé ce que signifie l'absence de permis de travail ou de séjour valable et l'impossibilité d'en obtenir à brève échéance. Cela revient, entre autres, à ne pouvoir ouvrir un compte en banque: «Je me suis d'abord demandé pourquoi ce serait infaisable. Je gagne de l'argent, il faut que je puisse le mettre en sécurité.» En comprenant qu'une personne comme elle ne peut vivre et travailler légalement ici, elle a saisi qu'elle n'aurait jamais d'adresse officielle. Dès lors, pas de compte en banque ni de moyen de louer légalement un appartement ou une chambre. «Ma seule présence constitue une infraction dans un important domaine juridique. Je suis donc totalement exclue.»

«Les services de paiement que sont les versements, les paiements et les virements doivent être accessibles à tous les groupes de population de manière appropriée et dans toutes les régions du pays.»

Office fédéral de la communication (OFCOM)



Un jour, Monica Gonzales a participé à une rencontre avec d'autres sans-papiers. « J'avais sur moi le montant du loyer de ma chambre pour les semaines à venir. Ce qui fait beaucoup d'argent. » Après la réunion, elle a dû partir en vitesse pour arriver à l'heure au travail. Elle a réalisé en chemin avoir oublié son sac à main avec toute sa fortune. « Quel choc! Heureusement, personne ne l'avait emporté, mais deux femmes l'ont examiné pour savoir à qui il appartenait. J'ai dû justifier la présence de tout cet argent. » L'angoisse de perdre ce qu'elle a gagné la hante chaque seconde: « J'ai toujours l'entier de mon salaire sur moi. Je ne peux le mettre en sécurité nulle part, même pas dans ma chambre, car elle ne ferme pas à clé. » De plus, elle risque d'être contrôlée et arrêtée par la police à tout moment. « Je ne pourrais plus retourner chercher mes affaires. »

À la merci de l'injustice

Quand elle subit une injustice, Monica Gonzales préfère renoncer à se défendre plutôt que de risquer une dénonciation. Si quelqu'un annule un engagement de travail au dernier moment, tant pis, elle se passe du revenu sur lequel elle comptait pour payer loyer et nourriture. Parfois, la patronne ou le patron oublie de retirer

de l'argent et le lui remet seulement deux semaines plus tard. Que peut-elle dire d'autre que « Pas de problème, la prochaine fois! », et avec le sourire? Il est même arrivé qu'une employeuse ou un employeur affirme s'être acquitté-e des charges sociales – un droit fondamental en Suisse, comme l'accès à l'assurance maladie. Un an après, Mme Gonzales apprenait par la caisse de compensation qu'aucun versement n'avait été effectué. Se résigner et rester positive. D'autres personnes se sont vues priver de leur salaire. Elle s'estime heureuse que cela ne lui soit pas arrivé.

Travailler, oui. Vivre dignement, non

Bea Schwager, directrice de la permanence pour les sans-papiers SPAZ, à Zurich, s'investit depuis plusieurs dizaines d'années pour celles et ceux qui travaillent sans avoir obtenu l'autorisation de séjourner dans notre pays. La ville de Zurich a décerné le Prix de l'égalité à ce centre d'accueil il y a deux ans. Le magazine en ligne *Republik* citait alors l'ex-conseillère fédérale Ruth Dreifuss, qui a affirmé dans un discours qu'il est « contraire aux droits de la personne d'accepter le travail des gens tout en les considérant comme illégaux ». Une injustice, car leur présence répond à un besoin. Dans les domaines >>>

»» où ces invisibles sont employé-e-s la plupart du temps, par exemple le nettoyage et la garde d'enfants, on manque cruellement de personnel qualifié. Faute de pouvoir revendiquer davantage que les droits fondamentaux, les sans-papiers restent à tous points de vue vulnérables: un revenu et des conditions de travail généralement précaires, voire souvent assimilables à de l'exploitation. Rien à voir avec une vie dans la dignité.

Monica Gonzales rêve chaque jour d'avoir le droit de vivre et travailler normalement en Suisse sans cette angoisse qui la ronge: «Je n'aurais plus à me cacher et ne dépendrais plus constamment des autres.» Elle confirme ce qui ressortait en 2010 déjà d'un rapport de la Commission fédérale pour les questions de migration (CFM): en arrivant, elle ignorait – à l'instar sans doute de la plupart des gens – qu'elle n'allait pas pouvoir régulariser son séjour. Et elle était loin de se douter de ce que résider en Suisse sans autorisation implique. Or, retourner dans son pays d'origine est inenvisageable. Aussi minces soient les perspectives ici, elles sont toujours meilleures que là-bas. Et ici, la demande est forte dans son domaine d'activité.

La City Card, leur d'espoir?

Monica Gonzales vit à Zurich, alors elle attend beaucoup de la «Züri City Card», acceptée en votation l'an dernier par une majorité du corps électoral de la ville. Cette carte d'identité municipale permettrait à toute

habitante ou tout habitant de la métropole de s'identifier, quel que soit son titre de séjour, même vis-à-vis de la police. Un tel sésame faciliterait-il l'ouverture d'un compte en banque? La Banque Alternative Suisse et la permanence pour les sans-papiers SPAZ ont posé cette question à la Finma avant l'adoption de la City Card par le conseil municipal et la population de Zurich. La réponse est négative (voir commentaire de la banque). Il faudra sans doute encore des interventions politiques pour qu'une carte municipale puisse désormais favoriser aussi l'inclusion financière. Des initiatives circulent dans d'autres villes suisses. Belle démonstration d'incapacité de la part d'un pays que de laisser vivre dans la peur des personnes contribuant au bon fonctionnement de son économie et de la société! •

Pour approfondir le sujet

- sans-papiers.ch/fr
- asile.ch
- asile.ch/revue-vivre-ensemble/
- www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/aufenthalt/sans-papiers.html
- engagement.migros.ch/fr/news-projets/vivre-ensemble/sans-papiers

Commentaire de la BAS

Sans régularisation, point d'inclusion

L'inclusion sociale est l'un des neuf secteurs d'encouragement de la Banque Alternative Suisse (BAS). En son sein, on se demande fréquemment comment s'engager pour cette cause, au-delà de l'octroi de crédits à des organisations sociales. En 2016 déjà, avec la permanence pour les sans-papiers SPAZ à Zurich, la Banque a cherché comment permettre en toute légalité aux personnes sans statut reconnu d'accéder à des services bancaires de base. Conclusion: sans régularisation de la situation de séjour, impossible d'accéder à un revenu imposable. Les obstacles et risques sont donc considérables.

Une banque n'est pas en mesure d'ouvrir un compte sans carte d'identité ou passeport. Les sans-papiers de Zurich

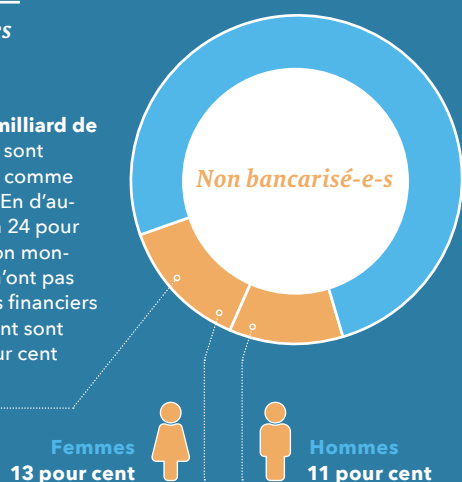
pourraient bientôt satisfaire à cette exigence grâce à la City Card (voir ci-dessus). Bémol: la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB) ne contraint pas ces dernières à vérifier le statut de séjour d'une personne, mais à déterminer sa nationalité. La City Card ne donnant délibérément aucune information à ce sujet, la BAS aurait besoin de documents supplémentaires.

Autre entrave: un séjour irrégulier pousse inévitablement les personnes sans-papiers vers le travail au noir. Or, les conditions générales de la BAS exigent de sa clientèle la probité fiscale. Un engagement volontaire des clientes et clients que la Banque n'est pas en mesure de contrôler, certes, mais auquel il est fondamentalement impossible de satisfaire lorsque l'on est sans-papiers.

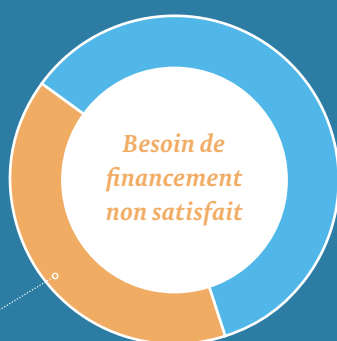
Outre ces obstacles, en raison de leur précarité, les sans-papiers titulaires d'un compte – donc, par ricochet, la BAS – courent davantage le risque d'être victimes de blanchiment par mule («*money muling*»). Cette opération consiste à mettre son compte à la disposition de filières criminelles pour des transferts, moyennant une commission. Les personnes qui font cela ignorent souvent qu'elles agissent dans l'illégalité. Quoi qu'il en soit, la BAS est tenue d'annoncer chaque cas au service spécialisé de lutte contre le blanchiment, lequel saisit ensuite les autorités judiciaires. Dès lors, on peut se demander s'il faut véritablement voir d'un bon œil la création d'un compte destiné aux sans-papiers.

Accès aux services financiers

Sur la planète, **1,4 milliard de personnes adultes** sont encore considérées comme «non bancarisées». En d'autres termes, environ 24 pour cent de la population mondiale d'âge adulte n'ont pas accès à des services financiers formels (13 pour cent sont des femmes, 11 pour cent des hommes).

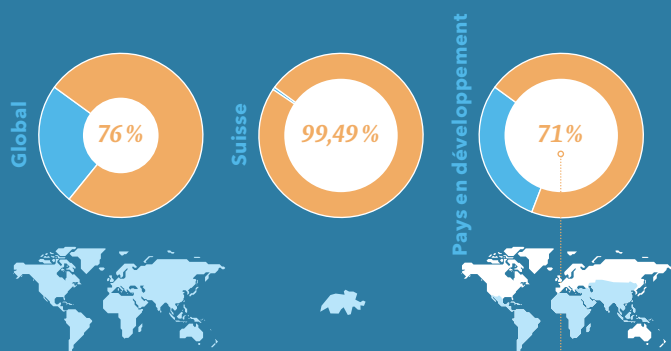


65 millions d'entreprises dans les pays en développement – soit **40 pour cent des PME** – ont chaque année un besoin de financement non satisfait équivalant à 5200 milliards de dollars.



Adultes disposant d'un compte en banque

En Suisse, **99,49 pour cent** de la population a un compte en banque. Dans le reste du monde, ce chiffre atteint **76 pour cent**, et tout de même **71 pour cent** dans les pays en développement.



La part d'adultes qui envoient ou reçoivent de l'argent sous forme numérique dans les pays en développement est passée de **35 pour cent** en 2014 à **57 pour cent** en 2021, et de **88 à 95 pour cent** sur la même période dans les pays à revenu élevé.

Comptes et crédits pour personnes non bancarisées

Qu'est-ce que l'inclusion financière, à quoi sert-elle et qu'apporte-t-elle vraiment?

Texte: Roland Fischer

Aussi connue sous son équivalent en anglais «financial inclusion», l'inclusion financière vise à faciliter l'accès à des prestations d'ordre financier ainsi que leur utilisation au plus grand nombre de personnes. Beaucoup la considèrent comme un levier important afin de lutter contre la pauvreté et d'améliorer la qualité de vie. Dans le langage semi-officiel de la communauté internationale du développement et de la finance, l'inclusion financière a remplacé le terme plus restreint de «micro-crédit». L'élargissement de la palette de services proposés par les institutions de microfinance a d'abord vu l'émergence de l'appellation «microfinance», elle-même supplantée petit à petit par «inclusion financière», expression privilégiée par les institutions mondiales en particulier. Pour certaines d'entre elles, l'inclusion financière est également devenue synonyme d'accès au numérique, conformément aux Principes de haut niveau sur l'inclusion financière numérique («*High-Level Principles for Digital Financial Inclusion*») du G20.

Une réussite due à l'argent mobile

Peu importe l'angle sous lequel on l'envisage, l'inclusion financière est avant tout l'histoire d'un succès: alors que 2,5 milliards de personnes n'avaient pas de compte en banque en 2011, elles ne sont plus que 1,4 milliard aujourd'hui, malgré la croissance démographique. On les désigne comme «non bancarisées» («*unbanked*» en anglais). La bancarisation tient surtout à la diffusion d'Internet et des téléphones mobiles, qui facilitent l'accès aux services financiers jusque dans les pays en développement. En 2016, la Banque mondiale estimait que dans ces derniers, huit adultes sur dix possédaient un tel appareil, y compris en bas de la pyramide économique. Dans ces pays, on constate d'ailleurs qu'il y a davantage de familles à disposer d'un téléphone mobile que de l'électricité ou d'installations sanitaires dignes de ce nom. En Côte d'Ivoire et au Sénégal, le pourcentage d'adultes ayant un compte d'argent mobile dépasse 30 pour cent, et il est supérieur à 40 pour cent au >>>

»» Gabon. Toutefois, même avec un compte mobile ou bancaire, beaucoup d'individus n'ont toujours pas accès à d'autres services financiers: crédits, assurances ou produits liés à la retraite. La Banque mondiale rapporte qu'en 2017, sur toute la planète, environ 42 pour cent des adultes n'avaient aucun moyen d'obtenir un crédit formel.

Dans la pratique, les obstacles sont nombreux

Un autre rapport de la Banque mondiale, daté de 2021, relève en outre des facettes problématiques d'une plus grande inclusion: les clientes et clients moins expérimenté-e-s seraient plus facilement victimes de fraudes. Il est donc important que les connaissances en matière de calcul et de finances suivent la cadence. De même, les prestataires devraient concevoir des offres en prenant en considération les habitudes d'utilisation ainsi que les capacités de leur clientèle, avec des mesures fortes pour la protéger. Le rôle du corps législatif est essentiel, lui aussi, car sans réglementation solide, le nouveau monde de la finance deviendra un Far West.

En outre, la lutte contre la pauvreté ne devrait pas se limiter à l'accès aux technologies et aux infrastructures. L'inclusion est certes positive, mais elle reste un aspect parmi d'autres de la politique de développement. Pour le dire autrement: avoir un compte est certainement une bonne chose, mais encore faut-il avoir de l'argent à y déposer. Et cela vaut bien sûr également chez nous, en Europe.

Des services financiers disponibles pour chacune et chacun? En théorie, peut-être, mais dans la pratique, les obstacles sont nombreux. Aussi bien pour les personnes issues de l'immigration que pour celles qui apprivoisent difficilement les nouvelles technologies. •

- www.banquemonde.org/fr/topic/financialinclusion/overview
- blogs.worldbank.org/fr/voices/la-base-de-donnees-global-findex-2021-en-cinq-graphiques

« La lutte contre la pauvreté ne devrait pas se limiter à l'accès aux technologies et aux infrastructures. »

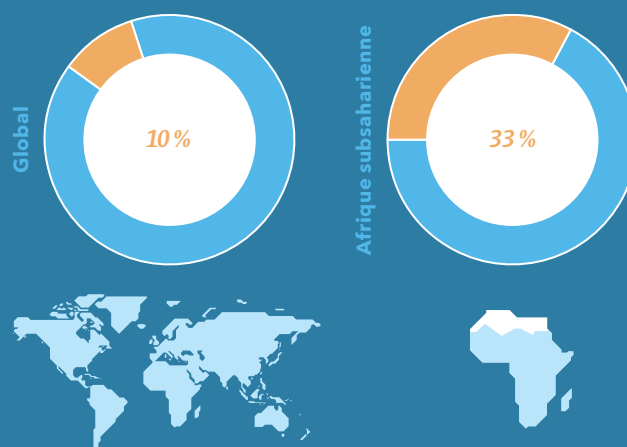
Adultes disposant d'une carte de crédit

Environ **76 pour cent** des adultes en Suisse possèdent une carte de crédit. La moyenne mondiale est de **20 pour cent**.

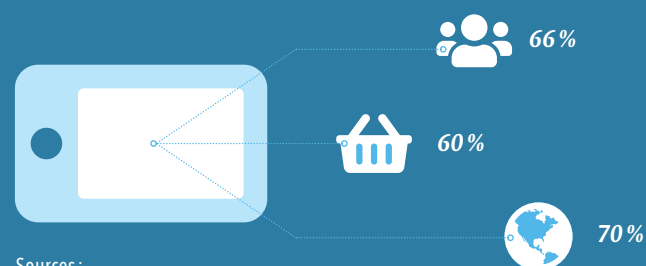


Adultes disposant d'un service de paiements mobile

Quelque **10 pour cent** de la population adulte dans le monde ont un compte auprès d'un service de paiement mobile. En Afrique subsaharienne, il s'agit d'environ **33 pour cent** des adultes. Aucun autre pays n'atteint une part aussi élevée.



En Suisse, autour de **66 pour cent** des adultes utilisent leur téléphone mobile pour effectuer des virements à des particuliers dans le pays, **70 pour cent** s'en servent pour payer sur Internet et **60 pour cent** pour régler leurs achats en magasin.



Sources:
The Global Findex Database 2021.
International Finance Corporation 2023.
Swiss Payment Monitor 2023.

Accéder aux services ne suffit pas

Permettre à davantage de personnes d'accéder à des services financiers sûrs contribue à lutter contre la pauvreté dans le monde. Toutefois, cela ne se limite pas à pouvoir ouvrir un compte ou obtenir un crédit: l'éducation financière est aussi nécessaire. Deux exemples – l'un au Bangladesh, l'autre au Paraguay – illustrent l'importance du rôle des banques en la matière.

Texte: Simon Rindlisbacher

En bengali, *Uthan Boithok* signifie «réunion dans la cour». Voilà précisément ce que propose l'offre qui porte ce nom, mise en place par la BRAC Bank au Bangladesh: vingt à trente personnes se rassemblent dans un village de campagne, dans un jardin ou sur la terrasse d'un-e voisin-e. Avec trois collaboratrices ou collaborateurs de la banque dont la tâche consiste, pendant une à deux heures, à décrire le système bancaire, à rassurer quant à sa simplicité et sa sécurité, et bien sûr à présenter les services offerts par la BRAC Bank. «Comme les discussions se passent dans des zones rurales, elles sont souvent liées aux transferts de fonds», explique Shafiqur Rahman Bhuiyan, de l'équipe de communication de la banque. Nombreux sont les gens de la campagne bangladaise qui émigrent – par exemple en Malaisie – pour trouver du travail. Une fois à l'étranger, ils envoient une partie de leur revenu à leur famille. Avec les «rencontres dans la cour», l'établissement vise à inspirer la confiance vis-à-vis du système bancaire classique, afin qu'ils s'en servent pour leurs transferts depuis l'étranger plutôt que de recourir à des canaux illégaux, ajoute M. Bhuiyan. «Quand on utilise ces derniers, on doit se fier à une personne inconnue. Si l'argent est perdu, il n'y a aucun espoir de le récupérer.»

Des services financiers jusque dans les régions éloignées

Uthan Boithok est un service que la banque BRAC propose dans le cadre de ses services «Agent Banking». La prestation rend son offre accessible à des habitantes et habitants des régions les plus reculées du Bangladesh. Les agentes et agents peuvent être de petits magasins, des cafés, voire des bureaux d'ONG ou gouvernementaux. Après une courte formation, elles et ils fournissent des prestations en tant que représentant-e-s de la banque. On trouve actuellement plus de mille points de contact de ce type, dont huit cents dans des régions rurales. Une employée ou un employé de la banque appelle de temps en temps les personnes devenues

clientes par l'intermédiaire d'un tel contact. Cela fait partie du service. «Nous discutons avec la clientèle de ses préoccupations et de ses besoins, nous la familiarisons avec nos produits bancaires et nous répondons à ses questions», détaille M. Bhuiyan. Mais il est souvent difficile de joindre par téléphone les personnes qui vivent à la campagne. D'où l'idée de venir leur rendre visite et de s'adresser en même temps à leur voisinage.

L'éducation financière: une offre parmi beaucoup d'autres

L'éducation financière fait désormais partie du modèle d'affaires de la BRAC Bank. Celle-ci a été fondée en 2001 par l'organisation de développement éponyme, afin de promouvoir l'inclusion financière au Bangladesh et d'atteindre des personnes qui n'avaient pas encore accès aux services bancaires. Membre de la Global Alliance for Banking on Values (GABV), la banque veut ainsi contribuer à réduire la pauvreté dans le pays.

L'éducation financière est aujourd'hui intégrée à de nombreuses offres, par exemple des cours de comptabilité et de planification commerciale pour PME. Certaines entreprises actives dans l'agriculture, la pêche, le commerce de détail ou l'élevage sont trop grandes pour des microcrédits, mais trop petites pour les banques classiques. Elles constituent justement le groupe cible principal de la BRAC Bank depuis sa création. «Nous leur offrons une solution globale: un crédit avec les connaissances indispensables pour bien l'utiliser», relève Shahriar Rahman, de l'équipe de durabilité de la banque.

L'éducation financière est intégrée aussi à TARA, un programme destiné aux femmes qui aimeraient devenir indépendantes. La banque leur accorde des prêts avantageux et leur donne des conseils en matière de planification commerciale ou des cours de marketing. La BRAC Bank a en outre conçu un cours pour étudiant-e-s. Celui-ci leur apprend à planifier leurs propres finances et à économiser de l'argent, afin d'en avoir suffisamment au moment de suivre des études universitaires. Et M. Bhuiyan de souligner un autre atout: «Les élèves en parlent à la maison, ce qui nous permet de toucher indirectement leur famille.»

»»

»» **Savoir, c'est risquer moins**

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'inclusion financière, la BRAC Bank propose certes des services, mais elle transmet également des compétences économiques de base à sa clientèle. Cela tient à un constat important récemment fait à l'échelle planétaire : l'inclusion financière ne peut se limiter à un accès aux services bancaires usuels. Car à quoi bon en bénéficier si l'on ne les connaît pas bien ou si l'on ignore comment les utiliser ? L'éducation financière doit montrer aux gens quels sont les services à leur disposition, leur apprendre à s'en servir judicieusement et, surtout, les inciter à le faire. Elle doit aussi permettre de garder une vue d'ensemble sur ses finances, d'épargner, d'avoir conscience de la nécessité d'une planification à long terme. Dans une étude réalisée en 2020, l'OCDE affirmait que l'éducation pouvait de cette manière contribuer à ce que l'inclusion financière aide à s'extraire de la pauvreté et, ainsi, à améliorer le bien-être.

Quand on se contente de proposer des services financiers sans éducation appropriée, le risque est – dans le meilleur des cas – qu'ils ne soient pas utilisés. Et dans le pire des cas que la situation financière des personnes que l'on voudrait aider s'aggrave : elles peuvent ne pas se rendre compte des coûts cachés ou s'endetter si, par exemple, elles ne connaissent pas le fonctionnement d'une carte de crédit ou ignorent comment garder l'œil sur leurs finances. Le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP) insiste sur le rôle de l'éducation financière pour réduire ces risques. Il réunit plus de trente organisations de développement du monde entier, parmi lesquelles la Direction du développement et de la coopération de la Confédération (DDC). Dans son plus récent document de stratégie, le CGAP écrit : « Comme les personnes pauvres ont une marge d'erreur très limitée dans leur vie financière, il est important que leur « parcours » se déroule bien, afin de répondre à leurs attentes et à leurs besoins. »

Il faut préserver la clientèle

Pour le bon déroulement du parcours de sa clientèle, Visión Banco propose elle aussi une éducation financière. À l'instar de la BRAC Bank, cet institut paraguayen adhère au réseau bancaire mondial GABV, orienté vers des valeurs éthiques. Elle considère l'inclusion financière comme une priorité. Ronald Caffarena, directeur financier, présente ainsi son programme d'éducation financière : « L'un des piliers principaux de notre modèle d'affaires est d'assumer la responsabilité de nos produits et services. Cela implique de préserver notre clientèle de leurs éventuelles conséquences négatives. » Deux cours sont actuellement offerts. Le premier fournit aux particuliers des compétences financières de base : savoir établir un budget personnel et mettre régulièrement un peu d'argent de côté. Le second s'adresse aux entreprises clientes et les aide à améliorer leur gouvernance. « Les entrepreneuses et entrepreneurs apprennent à diriger et développer leur activité. Nous leur transmettons également des compétences importantes en matière de marketing », ajoute M. Caffarena. Les deux cours sont gratuits.

Depuis 2022, le cours destiné aux entreprises est proposé entièrement en ligne. Visión Banco a créé une plateforme à cet effet. Même si tous les groupes cibles n'ont pas accès à l'internet, la portée en est considérablement augmentée, précise M. Caffarena. « En matière de finances, nous avons la certitude que l'éducation est la clé de l'inclusion. L'éducation contribue à améliorer la connaissance et la compréhension des produits et des services financiers, tout en stimulant la demande et l'utilisation. »

Éduquer plutôt qu'étendre l'infrastructure financière

L'éducation financière ne serait-elle dès lors qu'une stratégie marketing visant à attirer une nouvelle clientèle ? M. Rahman, de la BRAC Bank, reconnaît qu'en tant que service supplémentaire, elle constitue aussi un atout vis-à-vis de la concurrence. « Plus de soixante banques sont actives sur le marché bancaire du Bangla-



»» desh, alors la compétition y est très forte.» Il faut donc se démarquer pour faire du chiffre. La CGAP considère comme une chance le fait que les banques vendent davantage de leurs prestations grâce à des programmes d'éducation financière: cette association d'organisations de développement de différents pays part du principe qu'augmenter l'utilisation de services permettra de les rendre plus abordables à moyen terme, du moins pour ce qui est des offres financières numériques. Voilà qui aidera les fournisseurs à atteindre les couches sociales les plus modestes et à soutenir l'inclusion financière.

Plusieurs études attestent la contribution de l'éducation à l'inclusion financière. En 2017, sur la base de données provenant de 143 pays, l'Institut allemand d'études économiques avançait que l'éducation financière renforce l'accès aux services financiers existants, mais aussi leur utilisation. Pour les pays avec une infrastructure financière peu développée, on peut même affirmer que l'éducation financière favorise autant l'inclusion que l'amélioration de l'infrastructure. Dès lors, un pays disposant d'un nombre restreint d'agences bancaires peut commencer par investir dans l'éducation financière plutôt que d'étendre son réseau bancaire. L'impact sur l'inclusion sera le même. •

personnes qui ont longtemps travaillé dans un domaine à bas salaire, ont généralement peu d'épargne et pas assez de fonds propres.»

Pour leur permettre de créer malgré tout une entreprise, GO! fournit des prêts entre 5000 et 40 000 francs remboursables en trois ans, avec un taux d'intérêt de 6,25 pour cent. Les demandeuses et demandeurs doivent présenter une idée viable et démontrer leur sens de l'entrepreneuriat. À Bâle, la fondation Arbeitsrappen travaille selon les mêmes critères. Active depuis presque quarante ans, elle destine explicitement ses crédits sans intérêt aux «personnes au chômage ou menacées de l'être, afin qu'elles puissent se construire une existence professionnelle». Le plus petit montant qu'elle octroie est 4000 francs, la moyenne se situant à 15 000. Autre point commun de GO! et d'Arbeitsrappen: elles ne se contentent pas d'accorder des prêts, mais accompagnent les créatrices et créateurs d'entreprise avec un soutien.

Des centaines de microcrédits accordés

Depuis sa création, la fondation Arbeitsrappen a accordé trois cents prêts, soit une dizaine par an. Pour l'association GO!, ce sont 30 à 45 prêts par an, donc plus de 430 à ce jour. Les bénéficiaires sont multiples, du salon de coiffure à l'entreprise de peinture, en passant par les plats à emporter. Sachant qu'il existe plus d'un demi-million de micro-entreprises en Suisse, la proportion peut paraître modeste. D'autant plus que les deux institutions semblent être actuellement les seules, entre nos frontières, à avancer de petits montants à quatre chiffres.

Un bénéfice aussi pour toute la société

«L'offre est extrêmement restreinte en Suisse», confirme Beni von Allmen. Cela pour plusieurs raisons. Premièrement, mettre en place une institution comme GO! requiert beaucoup de ressources: de l'argent provenant des pouvoirs publics, d'une fondation ou d'autres donatrices ou donateurs, ainsi qu'une banque partenaire pour traiter les crédits et du personnel compétent pour examiner les demandes. Un obstacle supplémentaire peut résider dans le préjugé selon lequel il serait impossible de créer une entreprise fructueuse à partir d'une situation précaire, sans fonds propres ni garanties. «Microcrédits et Suisse opulente: voilà qui peut paraître incompatible», note le codirecteur de GO!. Il suppose également que ce type de mini-crédits pourtant nécessaires n'est tout simplement pas assez lucratif pour les banques. Pour lui, aucun doute qu'un engagement tel que celui de GO! vaille la peine sur le plan social: «Une économie vivante et diversifiée a grandement besoin de petites entreprises.» Et nombreuses sont les personnes qui n'auraient pas pu fonder la leur sans un microcrédit. •

En Suisse, «micro» veut déjà dire quelques milliers de francs

Le microfinancement est important aussi en Suisse. Si l'on en croit l'intérêt vis-à-vis des offres de financement et de conseil de l'association GO! et de la fondation Arbeitsrappen, les personnes qui aimeraient créer leur petite entreprise dans notre pays ne disposent pas toujours des fonds propres nécessaires. Texte: Simon Rindlisbacher

Bâtir une existence et tirer un revenu de son activité indépendante: voilà ce que des crédits à trois chiffres (en dollars) sont censés faciliter au sud de la planète. Outil important de l'inclusion financière, le microcrédit se pratique aussi en Europe, et même en Suisse – bien que le terme «micro» embrasse chez nous des montants plus conséquents. L'association zurichoise GO!, entre autres, aide depuis plus de quatorze ans des gens à réaliser leur projet professionnel. Beni von Allmen, son codirecteur, précise que les bénéficiaires «sont surtout des



Avancer à l'aveugle dans les chiffres

Toujours plus de services financiers deviennent numériques. Cela peut permettre à des personnes qui vivent avec un handicap de recouvrer liberté et autodétermination, pour autant qu'aucun obstacle informatique ne se mette en travers de leur chemin.

Texte: Florian Wüstholtz

Comment une personne aveugle peut-elle payer une facture reçue par la poste? Est-elle en mesure de la régler avec son téléphone? Utilise-t-elle une plateforme d'e-banking? Et les paiements sans contact à la caisse représentent-ils une chance, ou plutôt un écueil supplémentaire? Lors de la pandémie, les services numériques se sont massivement étendus, y compris dans le domaine financier. Ainsi, la quantité de transactions effectuées au moyen de l'application Twint est passée de 39 millions en 2019 à 386 millions en 2022. Plus de la moitié de la population suisse s'en sert. Les demandes de crédit, la gestion de titres et la prévoyance vieillesse ont également pris le virage numérique, comme le montre une étude de la société d'audit Deloitte.

Autant d'évolutions dont les personnes handicapées peuvent profiter, puisque l'on peut concevoir des offres numériques faciles à utiliser en cas de déficience visuelle ou auditive, de troubles moteurs ou cognitifs. Mais le fait-on vraiment?

Telle est la question que s'est posée Andreas Dietrich, professeur à l'Institut des services financiers de la Haute école de Lucerne. Avec une équipe de chercheuses et chercheurs, il a passé au crible l'accessibilité des prestations numériques des banques suisses pour déterminer si leurs sites web sont réellement utilisables par les personnes aveugles. Depuis plusieurs années, la clientèle

des banques doit effectuer elle-même ses transactions sur des plateformes électroniques. « Mais quand on propose une solution numérique, on doit aussi la rendre accessible aux gens qui ont du mal à s'orienter dans le cyberespace », rappelle le professeur.

En Suisse, environ 400 000 personnes souffrent d'un trouble visuel : difficulté à distinguer les couleurs et les contrastes, champ de vision restreint, voire cécité complète. « Il s'agit donc d'une grande part de la population. Les banques ont intérêt à lui proposer une offre. Toutefois, outre le point de vue économique, on devrait s'assurer de ne laisser personne de côté. Alors que de plus en plus de services deviennent numériques, penser à chaque individu et l'inclure relève de la responsabilité sociale », souligne Andreas Dietrich.

Parle-moi!

Mo Sherif fait partie de celles et ceux qui aimeraient pouvoir bénéficier de la numérisation. À 31 ans, il est « plus ou moins aveugle de naissance ». Après un apprentissage de développeur d'applications, il est depuis quelques années conseiller en accessibilité pour la fondation Accès pour tous. Son travail consiste à vérifier que les offres numériques puissent servir à des personnes comme lui, et à déterminer ce qui pourrait être amélioré. « En tant qu'informaticien non-voyant, je sais évidemment comment faire pour qu'une offre numérique soit utilisable par des aveugles », fait-il remarquer.

Tandis que les personnes voyantes naviguent sur des sites web colorés avec leurs yeux et leur souris, Mo Sherif a besoin d'un lecteur d'écran. Ce logiciel lit les informations d'un site web, en comprend la structure et peut donner une transcription vocale de textes ou de descriptifs, souvent à un rythme si rapide qu'il faut un bon entraînement pour parvenir à suivre. M. Sherif teste également la navigabilité de pages web et en traque les obstacles éventuels.

« Nous nous référons aux critères des règles pour l'accessibilité des contenus web (WCAG) », qui visent à rendre les sites internet aussi utilisables que possible par des personnes handicapées. Des règles qui invitent par exemple à « ne pas s'en remettre exclusivement aux couleurs », « fournir des mécanismes de navigation clairs » ou « fournir des alternatives équivalentes aux contenus visuels et auditifs ». Elles s'améliorent sans cesse depuis leur première publication et énumèrent actuellement plus de soixante critères mesurables. Malheureusement, dans les faits, rares sont les sites qui les satisfont tous. « Ces critères représentent malgré tout une base intéressante pour évaluer l'accessibilité d'un produit numérique. Et plus on en remplit, mieux c'est », glisse Mo Sherif.

L'accessibilité consiste en général à rendre les informations disponibles par différents canaux – ce que permettent les moyens numériques. Un texte peut être lu, une image décrite. Il est possible de sous-titrer les vidéos et d'afficher une explication en langage simplifié.

« Alors que de plus en plus de services deviennent numériques, penser à chaque individu et l'inclure relève de la responsabilité sociale. »

Tout cela est aussi essentiel pour l'e-banking. « Avec une bonne application, je peux par exemple payer mes factures sans aide extérieure, ce qui me donne une grande autonomie », relève M. Sherif. Une facture de téléphone qui arrive par courrier postal peut poser problème. « C'est l'horreur pour moi ! » Tout devient plus facile avec les documents numériques tels que l'e-facture. « Sur les plateformes conçues pour être accessibles, je peux les régler en quelques clics, tout comme une personne voyante. »

Un cas idéal qui reste l'exception : pour M. Sherif et d'autres personnes aveugles, les sites web et applications sont souvent peu ou pas utilisables. Il en va de même pour nombre d'offres d'e-banking, où la connexion constitue une première barrière. Mo Sherif le déplore : « Un appareil d'authentification spécifique

est souvent nécessaire pour se connecter. Or, il n'a généralement pas de sortie vocale. Faute de pouvoir distinguer les chiffres qui s'affichent à l'écran, j'ai besoin d'aide. »

Ajoutons à cela les pages trop riches en contenu ou sans structure d'arrière-plan claire. Les personnes voyantes s'orientent grâce aux titres, couleurs et images. « Ma cécité m'oblige fréquemment à tâtonner longtemps avant de trouver comment avancer », soupire M. Sherif. Certains contenus peuvent être si mal programmés que le lecteur d'écran est incapable de les transcrire correctement. « Voilà qui pose un véritable problème quand on a affaire à une banque et qu'il est question de chiffres. »

Un grand potentiel pour les banques

L'enquête d'Andreas Dietrich a aussi mis en évidence ce genre de problèmes. Sans curseur, il est laborieux, si ce n'est impossible de naviguer sur les sites web des banques examinées. Faute d'alternative textuelle en arrière-plan, qui aurait permis au logiciel lecteur d'écran de décrire les images, ces pages étaient dépourvues de sens pour les aveugles. Entre autres obstacles pour les personnes malvoyantes, citons également les contrastes et couleurs pas optimaux, les liens difficiles à discerner. « Autant d'éléments dont on est loin de se préoccuper quand on voit bien », regrette M. Dietrich.

Rien de surprenant, hélas, ainsi qu'il le constate : « Une seule banque sur les trois que nous avons étudiées s'est souciée de l'accessibilité de son site web. Et même celui-ci manque parfois de cohérence à cet égard. »

Comme le rappelle le professeur de banque et finance, l'European Accessibility Act (EAA) entrera en vigueur dans l'UE en 2025 et devrait harmoniser les réglementations en matière d'accessibilité, y compris dans l'espace numérique. « Je pars du principe que la Suisse adoptera également ces réglementations. De manière générale, le sujet est encore trop peu traité, alors qu'il serait judicieux de s'en occuper à un stade précoce. »

Selon Mo Sherif, l'accessibilité n'est pas un processus abouti et on ne devrait jamais cesser de l'améliorer. « Chaque innovation exige de se mettre à la place des personnes concernées et de comprendre comment elles utilisent réellement un service », conclut-il. •

Un système de paiement mobile qui facilite la vie

Au Kenya, M-Pesa a révolutionné le quotidien de millions de personnes. Ce système de paiement mobile simplifie l'accès aux ressources financières, en particulier pour les femmes. Son fournisseur en profite grandement, lui aussi. Texte: Valerie Thurner

Assise derrière des piles de choux, ses dreadlocks décolorées bien attachées, Monica Njeri attend sa clientèle. En ce pluvieux matin d'avril, le calme règne encore sur le marché de Kibera, l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique, à Nairobi, la capitale du Kenya. Mme Njeri vend des légumes avec sa mère. Cette trentenaire fait partie des Kényanes et Kényans titulaires d'un diplôme universitaire, mais dont la plupart se retrouvent sans perspective sur un marché du travail asséché. « Nous espérons qu'un jour, une porte s'ouvrira sur un emploi correspondant à mes qualifications », glisse-t-elle, confiante. Les légumes proviennent de petites exploitations de la région du mont Kenya ou de la Tanzanie voisine. Comment Monica Njeri effectue-t-elle ses transactions à distance? Tout simplement avec son téléphone portable, et plus précisément la plateforme de paiement M-Pesa: « M » pour mobile et « Pesa » pour argent en swahili, la langue nationale. Elle paie ses intermédiaires sur place et en quelques clics pour les achats dans les fermes, le transport et leur commission. Auparavant, sa grand-mère et sa mère accomplissaient le long et difficile trajet jusqu'aux agricultrices et agriculteurs ou envoyaient quelqu'un avec de l'argent liquide. Personne ou presque n'avait de compte en banque. Encore moins à la campagne.

M-Pesa, une banque qui n'en est pas une

Quand, en 2007, l'entreprise de télécommunications Safaricom a introduit M-Pesa, le transfert d'argent virtuel a révolutionné le quotidien de millions de Kényanes. Alors qu'à peine dix pour cent des personnes majeures disposaient d'un compte bancaire, tout le monde a soudain pu envoyer et recevoir des fonds en quelques secondes. Par exemple depuis la capitale jusqu'au village où habite la famille, à des centaines de kilomètres. Ou pour payer des frais de scolarité sans faire la queue pendant des heures au guichet d'une banque. Avec le slogan « banking the unbanked » et sans licence bancaire, Safaricom a fourni des outils de paiement formels à une grande partie de la population. Pour cela, l'autorité bancaire kényane lui a délivré une permission spéciale.

Initialement simple service de transfert d'argent par le réseau téléphonique, M-Pesa est devenu au fil du temps une plateforme financière numérique qui propose différentes prestations: on peut aujourd'hui accéder à des crédits, régler des factures ou effectuer des virements internationaux, entre autres. M-Pesa fonctionne désormais aussi via une application et s'intègre parfaitement aux systèmes des banques et d'autres opérateurs de téléphonie mobile. Presque tous les ménages l'utilisent pour à peu près tout, des factures d'électricité aux achats au supermarché, des réservations de vols au versement de primes d'assurances...

Des milliers d'agent-e-s

Aussi bien dans la capitale que dans les agglomérations, le vert Safaricom est devenu incontournable au point de faire partie du décor. Des rangées entières de bâtiments arborent le logo du géant de la téléphonie mobile, dont le succès commercial tient largement à l'omniprésence dans la vie quotidienne. Cela a nécessité des milliers d'agent-e-s M-Pesa, qui font à peu près le travail des automates où l'on peut déposer ou retirer des espèces. Sauf que M-Pesa n'est pas une banque et que les agent-e-s fournissent ce service pour leur propre compte, moyennant une commission.

L'une d'elles est Lydia Awuor. Elle aussi travaille à Kibera. Chaque jour sauf le dimanche, du matin tôt jusqu'à tard le soir, elle est assise dans sa petite boutique. « L'activité est très volatile, une bonne journée peut amener quarante personnes. » Avec ses revenus, cette femme dans la mi-vingtaine contribue à la scolarisation de ses cinq jeunes frères et sœurs, trois cents kilomètres plus à l'ouest, près du lac Victoria. Pour une transaction d'une quarantaine de francs, les frais s'élèvent à une trentaine de centimes. L'agent-e en reçoit à peu près la moitié, Safaricom garde le reste à titre de commission et de taxe pour l'État. Dans les villes du Kenya, on compte une agence M-Pesa tous les dix à vingt mètres en moyenne; elles seraient environ deux cent mille à travers tout le pays. « Il y a maintenant beaucoup trop », déplore Lydia. « Et depuis que Safaricom a réduit les commissions il y en a deux ans, c'est à peine si le travail est rentable. »

Petit crédit via les réseaux sociaux

Dans l'ensemble, M-Pesa a toutefois profité aux femmes kényanes. Par exemple à Elisabeth Ondego: «Voilà cinq ans, mon fils aîné devait passer son examen d'État et je n'avais pas un sou, alors je n'en dormais plus.» Une idée brillante lui est venue pendant une de ces nuits d'insomnie. À un groupe de femmes sur Facebook, elle a spontanément demandé lesquelles seraient intéressées par la création d'une tontine en ligne et par le virement quotidien de cent shillings (environ septante centimes) via M-Pesa. La tontine, appelée «table banking» au Kenya, est une stratégie bien établie pour les prêts informels. Les personnes d'un groupe déterminé épargnent des montants convenus et accordent une avance à chaque membre, à tour de rôle. Cela aide en particulier les femmes touchées par la pauvreté. Au Kenya, il est difficile d'obtenir un prêt bancaire et les taux d'intérêt sont élevés. Les femmes subissent une discrimination supplémentaire, car le droit de succession ne leur permet guère de posséder des terres, qui pourraient être laissées en gage aux banques. La tontine contribue à remédier à cette situation.

L'idée d'Elisabeth Ondego s'est concrétisée en un rien de temps: «Je n'en revenais pas: le lendemain matin, plus de trois cents femmes avaient envoyé le montant et mon fils a pu se présenter à l'examen d'État, en tant que premier bénéficiaire de prêt du groupe nouvellement créé.» Sans M-Pesa, il aurait été impensable de mettre en place aussi vite une tontine virtuelle: les femmes impliquées sont parfois très éloignées, beaucoup font même partie de la diaspora. Aujourd'hui, Mme Ondego administre un réseau de plus de 2400 femmes. Les avances les aident à faire face aux imprévus et aux urgences, mais également à lancer de petites en-

treprises ou à déployer celles qu'elles ont déjà. Ainsi, un prêt a permis à l'une d'elles d'ouvrir un petit restaurant, tandis que d'autres acquièrent collectivement des terres. On trouve désormais au Kenya des milliers de tontines en ligne de ce genre. «Beaucoup de femmes comme moi ont pu s'extraire de la pauvreté grâce à ce concept», affirme Mme Ondego, qui a pu se construire une maison dans une banlieue modeste de Nairobi.

Les zones d'ombre du monopole

Selon la Banque mondiale, près de huit adultes kényan-e-s sur dix disposent actuellement d'un compte bancaire, notamment grâce à M-Pesa. Certaines études considèrent que le système de paiement mobile a bel et bien contribué à la lutte contre la pauvreté, ainsi que le laisse entendre Elisabeth Ondego. L'extrême pauvreté aurait diminué de deux pour cent. Le ministère britannique du Développement international (DFID) – bailleur de fonds de la première heure de M-Pesa – est d'un autre avis, lui dont une étude conclut à l'inefficacité de la plateforme dans cette lutte. Des critiques visent en outre les nouveaux problèmes que le système pourrait engendrer, par exemple l'endettement. Avec M-Pesa, rien de plus simple que de se lancer dans des paris sportifs, transférer de l'argent à des prédicateurs de télévision douteux ou contracter des petits crédits à des conditions défavorables. La position monopolistique de Safaricom pose également problème: on estime que près de la moitié du produit national brut kényan passe par M-Pesa. Ce sont donc les sociétés de télécommunications elles-mêmes qui profitent le plus de l'argent mobile. Un risque supplémentaire tient au fait que Safaricom, entreprise privée, possède l'infrastructure numérique publique pour l'argent la plus puissante de la région. Une défaillance de la plateforme paralyserait toute l'économie du Kenya.

Pour la population, toutefois, les avantages du système de paiement mobile l'emportent sur ses inconvénients. Sans d'importantes sommes en espèces sur elle, Monica Njeri, notre vendeuse de légumes, se sent aussi plus à l'aise. «L'argent est en sécurité», sourit-elle en tapant sur la poche de son tablier où est rangé son téléphone mobile. Son porte-monnaie virtuel. •



LES PAGES DE LA BAS

INVESTIR DANS LA MICROFINANCE POUR RENDRE LE MONDE UN PEU MEILLEUR

Les investissements directs dans des entreprises et projets offrent un meilleur impact social et environnemental que les placements en bourse. L'octroi de microcrédits à des microentreprises dans les pays émergents constitue l'avant-garde des placements à impact.

Texte: Stefan Boss

Les banques sont toujours plus nombreuses à proposer des fonds durables. Hélas, la plupart n'ont de durable que le nom. Voilà ce qui ressort, entre autres, d'une étude que Greenpeace a consacrée au respect du climat et publiée il y a deux ans. L'organisation environnementale déplorait que dans la majorité des cas, les fonds de placement qui mettent en avant des critères ESG (environnement, social, gouvernance) se distinguent à peine de leurs équivalents traditionnels (voir moneta 3-2021).

Certaines banques font un peu mieux en misant sur l'investissement à impact (ou «*impact investing*»): «Le but est que l'argent investi ait à la fois un impact social et écologique direct ainsi qu'un rendement financier», détaille Christine Meier, gestionnaire de fortune à la Banque Alternative Suisse (BAS). Les placements effectués dans une entreprise ou un projet ont un impact direct, contrairement aux actions et obligations achetées en bourse: l'argent sert alors seulement à des échanges entre bailleuses et bailleurs de fonds. Cela dit, s'engager activement avec certaines entreprises peut avoir un effet direct, par exemple si le dialogue aboutit à un changement positif.

Des pistes pour sortir de la pauvreté

La microfinance fait œuvre de pionnière dans l'investissement à impact, tout particulièrement dans les pays émergents: les institutions de microfinance avancent de petits montants à des entrepreneuses locales et entrepreneurs locaux. Situé-e-s avant tout dans les régions rurales, elles et ils ne disposent d'aucun accès au système bancaire traditionnel. Un précurseur en la matière est Muhammad Yunus, au Bangladesh. Dans les années 1970, il a commencé à accorder des microcrédits à des entreprises à l'échelle d'un ménage, avant de fonder la Grameen Bank. Cet engagement lui a valu le prix Nobel de la paix en 2006.

Aujourd'hui, dans ce domaine, on trouve notamment Enabling Capital, dont le siège est en Suisse. La société fournit des capitaux à 126 institutions de microfinance dans 45 pays, via un fonds spécial. Elle est ainsi en mesure d'atteindre 12 millions de clientes et clients finaux, comme l'explique Roger R. Müller, associé directeur de la société:

«Le plus grand marché est l'Inde, qui compte 1,4 milliard d'habitantes et habitants, soit davantage que sur tout le continent africain.»

La plupart du temps, on accorde des prêts de quelques centaines de dollars à de petites entreprises telles que celle de la jeune Indienne Meghana (voir p. 18). Grâce à un microcrédit, elle a pu acheter une vache, produire du lait et le vendre à une coopérative. Dans l'agriculture, on peut aussi utiliser ces crédits pour élever des moutons ou acquérir des semences. Il est également possible d'obtenir des fonds pour exploiter une manufacture, une entreprise de services ou un kiosque. L'objectif premier des microcrédits consiste à lutter contre la pauvreté, en créant de nouveaux emplois dans des pays émergents parmi lesquels l'Inde, l'Équateur ou beaucoup d'États africains.

Trois quarts des bénéficiaires de ce type de petit crédit sont des femmes. M. Müller regrette que «dans de nombreux pays, le système bancaire formel les néglige», au motif qu'elles donneraient trop peu de garanties et travailleraient souvent dans le secteur informel. Les hommes, quant à eux, occuperaient plutôt des emplois traditionnels. Il constate que les institutions de microfinance font généralement de meilleures expériences



Marco Bernegger
Responsable du conseil en placement au bureau zurichois de la BAS



Christine Meier
Gestionnaire de fortune



Benjamin Sturzenegger
Analyste d'entreprise



Roger R. Müller
Associé directeur d'Enabling Capital



Plus de trois quarts des personnes qui bénéficient d'un microcrédit sont des femmes, que le système bancaire formel néglige dans de nombreux pays. Avec un microcrédit, elles peuvent créer une petite entreprise et améliorer leur niveau de vie, par exemple en ouvrant un magasin en périphérie de Bangalore, en Inde.

avec les femmes, plus enclines à planifier sur le long terme. Enabling Capital choisit soigneusement les institutions de microfinance et, à cette fin, leur rend visite sur place. Parmi les critères importants de ses contrôles, on citera la hauteur des intérêts demandés et l'existence d'offres d'éducation financière pour les emprunteuses et emprunteurs, précise M. Müller.

Efficace et peu risqué

La BAS et certaines caisses de pension suisses investissent dans les fonds de placement d'Enabling Capital pour un capital total d'environ 600 millions de francs. Christine Meier, de la BAS, apprécie qu'en plus de leur impact positif et direct dans la lutte contre la pauvreté, les placements dans le secteur de la microfinance comportent peu de risques. Selon elle, rares seraient les défauts de paiement, parce que les institutions sont soigneusement sélectionnées, très contrôlées, et parce qu'elles connaissent leur clientèle. «Les investissements dans la microfinance forment en outre un moyen de diversifier les placements, car ils ne sont pas immédiatement corrélés avec les marchés financiers et fluctuent très peu», observe-t-elle.

La BAS propose également des fonds à impact pour promouvoir les énergies renouvelables dans des pays émergents et industrialisés, de même qu'en faveur d'une agriculture durable et la biodiversité. Ces investissements visent aussi à obtenir le plus grand effet possible sur l'économie réelle: l'argent va directement dans des entreprises et projets à impact positif. Les 17 objectifs de l'ONU pour le développement durable - de l'éradication de la pauvreté à la promotion de la paix - en constituent les principes directeurs. Pour la gestion de sa fortune, la clientèle de la BAS peut choisir parmi cinq stratégies différentes où 20 à 100 pour cent de son avoir va dans des placements à impact.

Évoquer ouvertement les controverses

Dans tous ses investissements, la BAS tient compte d'exigences sociales et environnementales minimales. Elle refuse d'investir dans des entreprises qui contribuent significativement à accélérer les changements climatiques. Au fait, certains placements dans des institutions de microfinance peuvent-ils contredire ces principes fonda-

mentaux? Impossible de l'exclure totalement. Comme le relève Marco Bernegger, responsable du conseil en placement au bureau zurichois de la BAS, «il s'agit d'une controverse que nous abordons franchement avec notre clientèle. Nous ne sommes pas en mesure de garantir, par exemple, qu'une petite paysanne n'achètera pas des semences génétiquement modifiées avec son microcrédit, ce qui contreviendrait aux critères d'exclusion de la Banque. La force et la priorité des microcrédits résident dans leur impact direct et dans la lutte contre la pauvreté.»

On a pu résoudre de manière satisfaisante d'autres problèmes liés aux microcrédits. Ainsi, en Inde, certaines personnes en avaient pris plusieurs auprès de différentes institutions, se souvient Benjamin Sturzenegger, de l'équipe d'analyse de la durabilité de la BAS. «Créer un registre central a permis d'atténuer le surendettement.»

Pour attester l'efficacité de leurs instruments, les institutions de microfinance enquêtent sur le terrain, rappelle M. Sturzenegger. Elles demandent aux preneuses et preneurs de crédit comment elles et ils vivent, si elles ou ils ont un logement et combien d'enfants. Après un certain temps, on reconduit les enquêtes afin d'évaluer les progrès réalisés en ce qui concerne le développement économique.

Les institutions de microfinance proposent également des assurances, un important filet de sécurité en cas de coup dur: Meghana, dans l'exemple cité plus haut, a pu assurer sa vache contre la maladie et la mort. On peut en outre se prémunir contre la perte de récoltes. Cela diminue le risque de voir s'aggraver la détresse d'emprunteuses ou emprunteurs déjà vulnérables.

INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

COMMENT UN MICROCRÉDIT A PERMIS À MEGHANA D'ACHETER UNE VACHE LAITIÈRE

Meghana est une jeune Indienne. Elle a travaillé comme ouvrière à la journée jusqu'à ce qu'un crédit de 550 francs lui ouvre de nouvelles perspectives.

Texte : Stefan Boss

Meghana vit avec son mari et ses deux enfants à Avverahalli, petit village du sud de l'Inde à quelque 25 kilomètres de Bangalore, la métropole indienne de l'informatique. En tant que travailleuse journalière, elle n'a longtemps eu qu'un revenu irrégulier. Elle a décidé d'y remédier en achetant une vache et en se lançant dans la production de lait. Celle de l'Inde, forte d'un programme de soutien étatique, est actuellement l'une des plus importantes au monde. L'or blanc vient de petites productrices et petits producteurs, dont Meghana fait partie. Mais où trouver les fonds pour acquérir l'animal ?

550 francs pour créer sa PME

Meghana avait économisé un peu plus de 5000 roupies, mais une vache laitière coûte dix fois plus. Impossible pour elle de pousser la porte d'une banque, son faible revenu ne lui laissant guère de chances d'obtenir un crédit. La jeune Indienne se trouvait dans la même situation qu'environ 1,4 milliard

de personnes qui, dans le monde, n'ont que difficilement ou pas du tout accès aux services financiers. Elle faisait donc partie du groupe cible de Saggraha, une institution locale de microfinance. Celle-ci lui a avancé les 50000 roupies nécessaires, soit à peu près 550 francs, lui évitant de recourir aux prêteurs locaux qui exigent souvent des intérêts faramineux.

La vache achetée par Meghana donne en moyenne 6 à 7 litres de lait par jour. Elle le vend à la coopérative laitière locale qui le transforme en yogourt, fromage et chocolat ou le revend pour la consommation. Meghana gagne désormais entre 5000 et 6000 roupies par mois et peut améliorer le niveau de vie de sa famille.

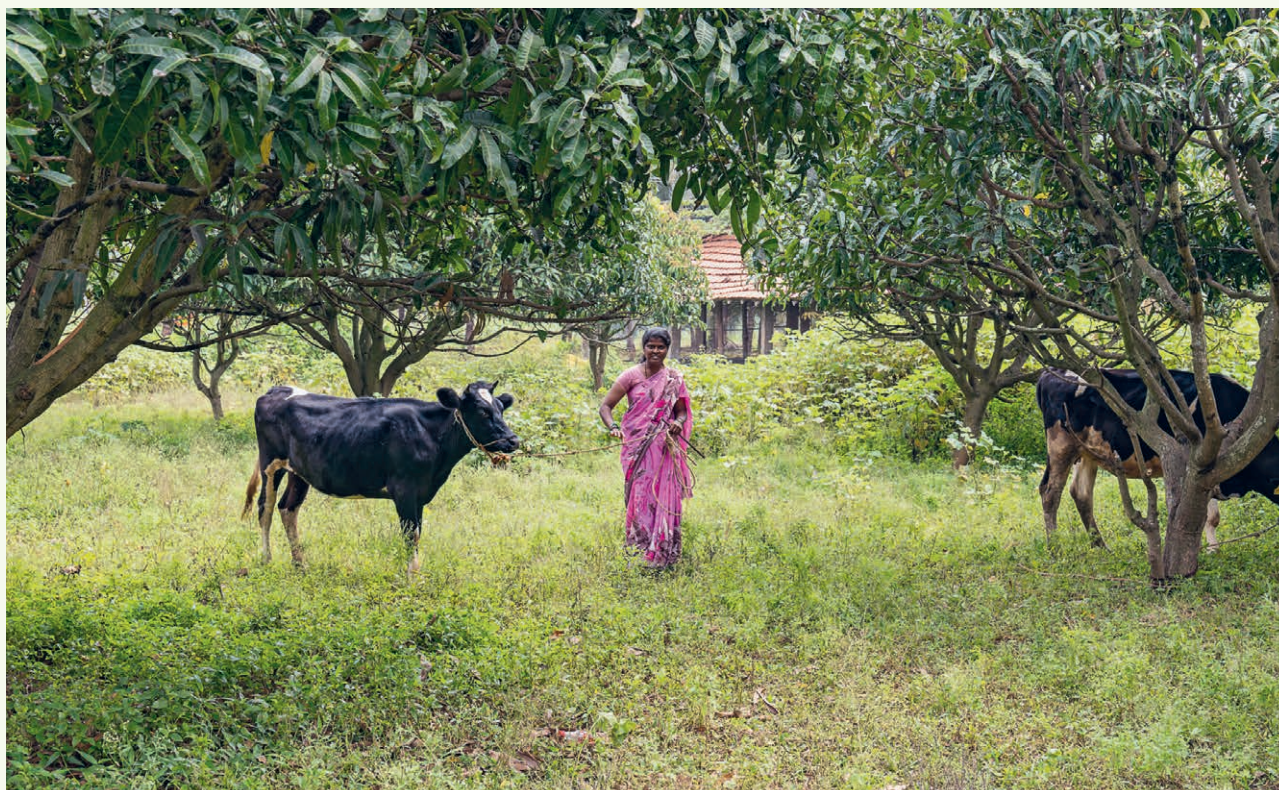
Sortir de la pauvreté

En novembre dernier, elle a reçu la visite de Roger R. Müller, associé directeur d'Enabling Capital. Sa société basée en Suisse investit de manière ciblée dans des institutions de

microfinance telles que Saggaraha, en Inde, via le fonds spécialisé EMF. Il a constaté la fierté de Meghana d'avoir réussi à monter sa petite entreprise indépendante. Elle apprécie également d'être considérée comme un exemple positif par l'institution locale de microfinance. L'an passé, l'hebdomadaire alémanique *NZZ am Sonntag* a relaté son histoire. «Un microcrédit marque souvent le début d'une nouvelle vie», souligne Roger R. Müller. Selon lui, ces petits pas permettent en général aux gens de sortir de la pauvreté. «Et, qui sait? Quand Meghana aura remboursé son crédit d'ici deux ou trois ans, elle pourrait même acheter une deuxième vache.»

Pour améliorer le niveau de vie de sa famille, l'Indienne Meghana a acheté une vache avec un microcrédit.

Photo: Enabling Capital AG





« MARTIN ROHNER, LES BANQUES DE MICROCRÉDIT SONT-ELLES FORCÉMENT ORIENTÉES VERS L'ÉTHIQUE? »

La microfinance et les banques à orientation éthique sont-elles étroitement liées? Et le microcrédit, en tant que service bancaire, n'est-il pertinent qu'au sud de la planète? Entrevue avec Martin Rohner, directeur de la GABV, réseau international de banques qui placent l'humain avant le profit et dont la BAS est membre fondatrice. Texte: Katrin Wohlwend

Martin Rohner, la Global Alliance for Banking on Values (GABV) a été créée en 2009 et réunit désormais des banques de tous les continents. Le Sud gagne-t-il en importance dans le réseau?

Martin Rohner: Oui. Alors que les dix banques fondatrices venaient majoritairement d'Europe, nous avons maintenant beaucoup de membres au Sud. La section africaine de la GABV a vu le jour en 2020, à l'occasion de la conférence annuelle à Berne. Bien que la pandémie ait ensuite ralenti le processus, nous comptons depuis lors six instituts membres au Nigeria, en Ouganda, au Ghana, en République démocratique du Congo et à Madagascar. Mais des institutions du Sud sont avec nous depuis le début. Par exemple, la BRAC Bank, au Bangladesh, a toujours fait partie de la GABV. Peter Blom, de la banque Triodos et dont la vision est à l'origine de la création de l'alliance, n'a jamais douté que « Global » devait intégrer davantage que l'Europe et les États-Unis.



Martin Rohner est économiste, banquier et directeur de la Global Alliance for Banking on Values (GABV). Il a présidé la direction de la Banque Alternative Suisse de 2012 à 2020 et, en qualité de membre de son conseil d'administration, a représenté les banques européennes au sein du comité de la GABV.

La microfinance est importante au Sud, pour le recul de la pauvreté et l'inclusion financière. Les banques de microcrédit sont-elles forcément orientées vers l'éthique?

Non, on doit y regarder de plus près. Une banque orientée vers le profit va où elle peut gagner de l'argent le plus facilement. Sur le continent africain, cela revient souvent à rester dans les centres urbains et à accorder des crédits classiques au gouvernement et aux grandes entreprises. Si une banque s'éloigne de cette zone de confort et met en place, dans les régions rurales, des services financiers dont la population a un besoin urgent, cela donne généralement une bonne indication quant à l'orientation de ses valeurs. Pour résoudre un problème, cette banque s'engage dans un domaine d'activité à la rentabilité incertaine. La question ultime demeure: quelles sont les valeurs motrices? Les banques qui visent le profit ont fini par comprendre qu'elles pouvaient gagner encore plus avec la microfinance; elles ne le font donc pas dans une perspective éthique, par exemple pour permettre aux femmes d'accéder aux services financiers et pour faciliter la sortie de la pauvreté. Aux yeux de la GABV, davantage que sa gamme de prestations, le plus important pour évaluer une banque tient à cette question: oriente-t-elle son modèle commercial vers des valeurs éthiques, ou sa seule motivation est-elle le profit? Les deux sont possibles, dans la microfinance aussi bien que dans les services bancaires plus classiques

La petite entreprise Bhuiyan Hasta Shilop Kendra (Bhuiyan Handicraft Center) se trouve en région rurale près de la ville de Dhaka, au Bangladesh. Elle a bénéficié d'un microcrédit de la BRAC Bank. La plupart des couturières sont des femmes au foyer, qui travaillent à temps partiel pour l'entreprise et obtiennent ainsi un revenu supplémentaire pour leur famille.

Pour des banques axées sur les valeurs, le microcrédit et l'inclusion financière sont-ils des engagements judicieux uniquement dans le Sud?

Le besoin existe également en Europe. La question est de savoir combien de personnes sont exclues des services financiers de base dans une population donnée. Ainsi, la banque serbe 3Bank – l'une de nos membres – accorde des microcrédits de quelques centaines d'euros à des habitantes et habitants de zones rurales. On ne trouve quasiment aucune agence bancaire dans ces régions et peu de gens ont les moyens de faire de longs trajets jusqu'à la ville la plus proche. Pour cette raison, des équipes mobiles de 3Bank vont rencontrer la clientèle sur place. Les microcrédits servent, par exemple, à acheter des semences ou des serres. Vu les flux migratoires en Europe, les banques à orientation éthique devraient se préoccuper d'une éventuelle aggravation de l'exclusion à l'Est et se demander si elles doivent y intervenir. Les États-Unis peuvent nous inspirer à cet égard: certaines banques membres de la GABV s'y engagent fortement pour l'inclusion financière, sans forcément octroyer des microcrédits. Prenons l'exemple de la Spring Bank, dans le Bronx à New York, qui a rejoint récemment la GABV: elle propose des services financiers de base à des entreprises et familles, dans un quartier habité majoritairement par des personnes noires et où l'offre dans ce domaine est quasi nulle. Et cela dans l'une des métropoles financières du monde!

En Suisse – mais pas seulement –, beaucoup de jeunes entreprises peinent à accéder au financement. Les banques à orientation éthique pourraient-elles y remédier sur le modèle de la microfinance?

Non, car les deux groupes cibles ne sont pas comparables. Avec le microcrédit au sud de la planète, nous parlons de millions de personnes aux besoins similaires. Tandis que chez nous, sur une vingtaine de jeunes entreprises, chacune aura des besoins différents. Impossible de les standardiser et d'en faire un modèle d'affaires porteur. Il faut donc souvent trouver des solutions créatives en dehors du cœur de métier des banques, comme le fait la BAS avec son association Fonds d'innovation. J'espère que le revirement des taux d'intérêt étendra la marge de manœuvre de la BAS pour déployer de tels engagements.

LE PERSONNEL DE LA BAS S'ENGAGE

Le réseau et la communauté de valeurs de la BAS incluent aussi son personnel, qui intègre la vision et le modèle d'affaires de la Banque dans son quotidien. Les collaboratrices et collaborateurs sont

nombreuses et nombreux à s'impliquer dans différentes activités, en plus de leur travail à la BAS. Des engagements qu'une nouvelle rubrique présentera de temps en temps.



Depuis plus de treize ans, **Monika Gilgen-Keller** travaille bénévolement pour la coopération au développement en Éthiopie.

Photo: mäd

OFFRIR UNE VIE DIGNE AUX ENFANTS ORPHELINS D'ÉTHIOPIE

Conseillère en placement à la BAS, Monika Gilgen-Keller travaille bénévolement depuis treize ans pour la coopération au développement en Éthiopie. Elle veille à ce que les orphelin-e-s éthiopiens du village d'enfants Elshadai puissent vivre dignement dans leur pays d'origine.

Texte: équipe de communication de la BAS

Dans la localité de Wukro, au nord de l'Éthiopie, le village d'enfants Elshadai offre depuis plus de 34 ans un nouveau foyer à 160 orphelin-e-s. Elles et ils y bénéficient d'un toit, de repas chauds, d'une formation, de soins médicaux de base, d'une prise en charge attentive et aimante. L'Éthiopie fait partie des pays les plus pauvres de la planète et au moins un quart de ses 120 millions d'habitants souffre de malnutrition. De surcroît, la région du Tigré dans laquelle se trouve le village a subi deux années de guerre civile, jusqu'à fin 2022. C'est à l'été 2010 que Monika Gilgen-Keller a entendu parler d'Elshadai, au cours d'une mission où elle participait à la construction d'une cantine. Le quotidien des orphelin-e-s éthiopiens ainsi qu'une estimation du potentiel en matière d'aide à l'autonomie ont, depuis lors, persuadé la conseillère en placement de la BAS à donner une voix aux enfants de Wukro dans le monde.

Quelque 650 jeunes de la région viennent à l'école du village d'enfants Elshadai à Wukro, au nord de l'Éthiopie.



Photo: mäd

Elshadai, une famille de substitution

Le village d'enfants Elshadai soutient les orphelin-e-s sur les plans physique et émotionnel. L'œuvre d'entraide suisse Selam l'assiste dans cette tâche. Elshadai constitue une famille de substitution. On y prépare les enfants à la vie en posant les bases d'une intégration sociale et professionnelle future. L'école du village offre également une perspective d'avenir à plus de 650 autres jeunes de la région en leur dispensant une formation solide. En outre, la ferme d'Elshadai, qui s'étend sur plus de onze hectares, contribue substantiellement à alimenter les enfants. Elle fournit aussi de la nourriture à la population des environs, ce qui génère un revenu et la fait avancer vers l'autosuffisance. À Wukro, Elshadai est géré uniquement par des autochtones: plus de 90 personnes y sont employées, assurant la garde d'enfants, le travail social, l'éducation, l'agriculture, la comptabilité, le suivi de projets, etc. Enfin, Elshadai propose des postes aux femmes, ce qui est plutôt rare dans cette région rurale.

Une évolution à suivre étape par étape

Depuis qu'elle s'implique pour Elshadai, Monika Gilgen-Keller a accompagné l'association à de nombreuses étapes. Elle siège au comité de Selam Suisse depuis 2021. De l'extraordinaire engagement de la direction locale du village d'enfants à la détresse des orphelin-e-s dans un pays comme l'Éthiopie, beaucoup de choses touchent Monika, à Wukro: «Quoi qu'on entende dire sur la population de cette localité, j'ai rarement vu des gens aussi loyaux, désintéressés, intègres et consciencieux.»

Le village d'enfants Elshadai assure un avenir aux orphelin-e-s de Wukro. Vous pouvez le soutenir par un don.

Compte destiné aux dons

Verein Kinderheim SELAM Äthiopien
«Wukrokinder»
IBAN CH90 0070 0114 8053 9392 9



UN BON EXERCICE, UN GRAND NOMBRE DE VOIX À L'AG ET UN NOUVEAU REPRÉSENTANT DU PERSONNEL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale de la Banque Alternative Suisse a eu lieu mi-mai à Fribourg. Le représentant indépendant est intervenu, pour la première fois, avec 48 282 voix sur procuration de 1864 actionnaires. L'assemblée générale a adopté l'ensemble des propositions du conseil d'administration.

Texte: équipe de communication de la BAS

La 32^e assemblée générale ordinaire de la Banque Alternative Suisse (BAS) s'est déroulée le 13 mai dernier au Forum Fribourg. Y ont participé 235 actionnaires, pour un total de 1013 voix. Le représentant indépendant s'est vu confier 48 282 autres voix par 1864 actionnaires. La participation a ainsi atteint 31,23 pour cent. Qu'il s'agisse des élections ou des sujets soumis au vote, l'assemblée générale a adopté toutes les propositions du conseil d'administration (CA). Elle a notamment:

- approuvé le rapport annuel 2022 du CA ainsi que les comptes annuels 2022. Elle a aussi pris connaissance des rapports de l'organe de révision et de l'organe indépendant de contrôle d'éthique;
- décidé d'attribuer à la réserve légale générale 1 000 000 de francs sur le bénéfice au bilan, d'allouer 100 000 francs au Fonds d'innovation et de reporter 876 824 francs à nouveau;
- choisi de verser aux actionnaires 833 368.50 francs prélevés dans les réserves issues d'apports de capital sous forme de dividende (5,00 francs pour les actions de catégorie B et 0,50 franc pour celles de catégorie A);
- donné décharge au conseil d'administration pour l'exercice 2022;
- réélu au CA Gerhard Andrey, Christoph Birkholz, Valérie Clapasson et Braida Dür pour un nouveau mandat de trois ans. Les autres membres du CA - Anita Wymann, Albi Wuhrmann et Sven Lidén - ont été réélu-e-s en 2022 pour un mandat de trois ans. Anna Zuber a été élue au CA la même année, pour une durée similaire. Véronique Gigon ne s'est pas représentée, portant le nombre de membres du CA de dix à neuf;
- élu Attila Baumgartner au CA pour trois ans en tant que nouveau représentant de l'association du personnel de la BAS.

Vous trouverez les chiffres de l'exercice 2022 de la BAS dans le rapport de gestion, disponible sur bas.ch/rapports.

Les discours (en allemand) d'Anita Wymann, présidente du CA, ainsi que ceux de Nicole Bardet et Etienne Bonvin, membres de la direction, sont téléchargeables sur bas.ch/assemblee-generale.

La présentation de l'organe indépendant de contrôle d'éthique ethix - Laboratoire d'éthique de l'innovation, consacré à l'impact de la BAS, se trouve sur bas.ch/rapport-de-contrôle-d-ethique-2022.

«ETHICS IN FINANCE AWARD 2023»



Photo: UniNe - Mario Califso

Le 26 mai 2023, l'Université de Neuchâtel a décerné à la Banque Alternative Suisse (BAS) son Prix d'éthique en finance «Ethics in Finance Award» 2023, nouvellement créé. Ce prix est pour la BAS la troisième distinction éthique attribuée par

des organisations indépendantes en l'espace de quatre ans. Il souligne l'attitude et la mise en œuvre éthiques cohérentes de la BAS depuis sa fondation, en 1990.

TON APPRENTISSAGE À LA BAS

Une place d'apprentissage est proposée à notre siège à Olten, dès août 2024:

EMPLOYÉ-E DE COMMERCE CFC BANQUE

En trois ans, nous t'apprendrons tout ce que tu dois savoir en tant qu'employé-e de banque. Mais pas seulement, car à la BAS, tu découvriras aussi comment une banque peut contribuer à rendre le monde meilleur.

Pendant ton apprentissage, tu te familiariseras avec nos 16 différents services ainsi qu'avec les nombreuses facettes de l'activité bancaire. La formation théorique aura lieu à l'école professionnelle d'Olten-Balsthal (KBS), la formation bancaire et les cours inter-entreprises au centre de compétences «Challenge Your Potential» (CYP).

Pour ton apprentissage, choisis une banque qui - depuis plus de 30 ans - a d'autres ambitions que juste faire de l'argent!

Information importante: l'apprentissage se déroulera en langue allemande. Le lieu de formation est le siège social de la BAS à Olten.

Intéressé-e? Envoie ta postulation sans attendre à bas.ch/apprentissage.

Sabrina Chetelat, collaboratrice du service du personnel, répondra volontiers à tes questions: sabrina.chetelat@abs.ch



Cette vidéo te donnera un aperçu de la formation à la BAS.

LIRE
COMPRENDRE
S'ENGAGER

AVEC
LE COURRIER

POUR
UN MÉDIA
INDÉPENDANT

L'ABONNEMENT
C'EST MAINTENANT

LE COURRIER



lecourrier.ch/maintenant



HabitatDurable, l'association des propriétaires responsables



De A comme Assurance jusqu'à Z comme
Zéro émission, chez nous, vous êtes toujours
conseillé de manière compétente,
durable et éthique.



THE LAND OF SASHA

JULIA TROFIMOVA · KALININGRAD

«Un film sur le passage à l'âge adulte,
à la fois ironique et sensible.»

GOETHE INSTITUT

Première
en streaming
sur **filmingo**



Les bons films, c'est aussi en DVD sur trigon-film.org

trigon-film



**Demander
un conseil**

Pas de demi- mesures pour ta santé.

La médecine complémentaire
fait partie de notre ADN.

« Pour un-e Érythréen-ne, contracter une dette revient à tout risquer »

La culture érythréenne blâme l'endettement. Même quand elles ou ils vivent en Suisse, les Érythréen-ne-s préfèrent s'abstenir de contracter un crédit, serait-ce pour fonder leur propre société. Pour Nahom Mehret, cette appréhension a peu de sens d'un point de vue entrepreneurial. Il aimerait que ses compatriotes disposent d'une plateforme pour apprendre comment se mettre à leur compte ici.

Propos recueillis par: Roland Fischer

moneta: Nahom, quels obstacles la communauté érythréenne en Suisse rencontre-t-elle en matière de services financiers? Connais-tu des gens sans compte en banque?

Nahom Mehret Non, tous les gens que je connais en ont un, mais très peu de mes compatriotes disposent d'un troisième pilier, par exemple.

Pourquoi donc?

Tout simplement faute de savoir qu'il existe autre chose que l'AVS. Certaines personnes sont affilié-e-s à une caisse de pension, mais presque aucune n'a de prévoyance supplémentaire.

Est-ce une question d'éducation financière? Ou le rapport à l'argent s'explique-t-il aussi par des différences culturelles?

Bien sûr. Dans la société érythréenne, s'endetter est perçu très négativement. Étant donné qu'il est mal vu de contracter un crédit, on applique le principe suivant: « Quand on n'en a pas les moyens, on s'en abstient. » Ça n'a évidemment pas beaucoup de sens d'un point de vue entrepreneurial. Les Érythréen-ne-s deviennent donc rarement entrepreneuses ou entrepreneurs. Très peu vivent de manière indépendante; on préfère les relations de travail.

En Érythrée, les banques sont arrivées avec la colonisation par l'Italie.

Quelle est l'alternative traditionnelle?

Les « equb », sorte de fonds privés, jouent un rôle important.

Comment fonctionnent-ils?

Qu'il soit petit ou grand, un equb est une association informelle, enregistrée nulle part. Chaque participante ou participant y cotise tous les mois. Quand un besoin excède notre propre budget – vacances, mariage, nouveaux meubles –, on peut recevoir un versement du fonds equb.

S'agit-il d'un système solidaire?

Pas forcément: tout le monde paie et reçoit le même montant. Il faut comprendre que l'equb est aussi une question d'argent, bien sûr, sans que ce soit nécessairement la priorité. L'aspect social reste primordial. On se rencontre une fois par semaine, en privé, pour discuter, échanger. Je connais des gens de mon âge qui ont un equb.

Cela semble très bien pour l'autonomisation, mais il demeure le problème du manque de participation, non? Un tel système n'aide pas à créer une entreprise.

Voilà comment ça se passe. Dans notre communauté, si quelqu'un-e pense ouvrir un stand ou un restaurant, la question qui suivra immédiatement sera: « Ai-assez de fonds propres? » On préfère éviter d'aller à la banque. La réticence des Érythréen-ne-s tient en outre à un manque de compréhension du système suisse, dans lequel on peut prendre en compte le risque et établir un plan d'affaires précisément à cette fin. S'ajoute à cela la notion de l'échec, qui provoque une stigmatisation sociale dans notre culture. Rater son affaire signifie rater sa vie.

La peur de l'échec est-elle également liée à la précarité de nombreuses personnes érythréennes en Suisse?

Oui, aussi. Les angoisses existentielles surgissent vite. Les Helvètes ont une confiance intrinsèque, une sorte d'intangibilité économique. Elles et ils se disent que si leur projet échoue, elles trouveront toujours une solution: un nouveau travail, des contacts, voire une banque qui pourra redonner un coup de main. Alors que pour un-e Érythréen-ne, contracter une dette revient à tout risquer.

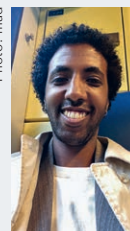
Pourrait-on changer cela?

Cet état de fait repose largement sur un manque de connaissances. Il faudrait une plateforme, un lieu d'accueil où apprendre ce qu'est un plan d'affaires et comment atteindre l'indépendance. Les différentes structures juridiques aussi sont méconnues. Les gens doivent d'abord comprendre qu'échouer ne met pas forcément en péril tout leur patrimoine, qu'aucune porte ne se ferme à tout jamais, que le filet de protection sociale ne disparaît pas. Le tabou autour de l'argent, en Suisse, complique certainement les choses.

Et l'influence culturelle? Pourrait-on voir évoluer cette aversion contre l'endettement?

Je pense que oui, mais il est difficile pour une personne de notre communauté d'obtenir des informations adéquates. Souvent, la confusion domine, différentes histoires circulent. Ce qui aboutit vite à un découragement du genre: « Que croire? Tout cela me dépasse. » Et l'on préfère alors renoncer à son projet de création d'entreprise.

Photo: maïd



Nahom Mehret est en dernière année d'études en psychologie économique à l'Université de Bâle. Né en Érythrée, il a grandi à Bâle. Il travaille pour GGG-Kulturkick, le programme pour les jeunes de GGG Basel (Gesellschaft für das Gute und Gemeinnützige, litt. « Société pour la bonté et l'intérêt général »), qui œuvre pour l'accès à l'éducation, l'aide à l'autonomie et la diversité culturelle.